

### Note du Représentant régional

Nous vous présentons le dernier bulletin d'information pour la région MOAN. Une fois de plus, le CGAP a le plaisir de rendre compte des activités et des réalisations de ses partenaires du secteur de la microfinance régionale sur la période avril 2009-juillet 2009, et de renseigner ses lecteurs sur les nouvelles publications du CGAP qui sont particulièrement pertinentes pour le développement de ce secteur dans la région.

Pour ce numéro, nous avons interrogé Fouad Abdelmoumni, Directeur d'Al Amana et membre du Comité exécutif du CGAP, pour essayer de comprendre la situation au Maroc, les réactions enregistrées dans le secteur et celles qui se font encore sentir, de sorte à essayer de tirer certains enseignements de cette expérience.

Le CGAP remercie tous ses partenaires du consortium pour leur participation active dans le secteur de la microfinance de la région MOAN et se réjouit du maintien de ses relations de collaboration et de coordination.

Mohammed Khaled,  
Représentant régional du CGAP pour la région MOAN

### Évènements prochains

**Conférence MOAN sur la microfinance - 2009.** Sanabel et Uniglobal Research organisent une conférence de deux jours qui aura lieu les 26 et 27 octobre à Amman, en Jordanie, à l'intention des IMF, banques, ONG, bailleurs de fonds, chercheurs, fournisseurs de services techniques et autres acteurs de la microfinance intervenant dans la région MOAN. Parmi les principaux thèmes qui y seront débattus figurent le bilan environnemental, l'élargissement de la portée des activités, les nouveaux produits, les centrales des risques, les systèmes de gestion de l'information et la transformation. Pour en savoir plus : <http://microfinanceassociation.ning.com/events>

**En collaboration avec Mashreq Bank, Mohammed Bin Rashid Establishment for Small and Medium Size Enterprises lance le cinquième Prix des petites et moyennes entreprises.** Ce prix (Prix PME) s'inscrit dans le cadre d'une stratégie concertée dont l'objectif est d'appuyer les petites et moyennes entreprises de Dubaï et d'encourager convenablement les entrepreneurs, de sorte qu'ils soient en mesure de faire prospérer et de développer leurs affaires. En tout, seize prix seront décernés cette année, y compris le prix Meilleure jeune pousse de l'année 2008 (homme/femme), à des candidats hors É.A.U., le prix Meilleure jeune pousse arabe pour l'année 2008 (locale/régionale), et le prix Meilleur projet commercial dans les secteurs suivants : Technologie de l'information, Manufacture, Marketing et promotion, Électronique, Éducation, Tourisme, Conseil,

Prestation de services professionnels, Commerce de détail, Design, Agroalimentaire, Immobilier, Gestion des installations, Services de transport et logistique. Pour présenter votre candidature, rendez-vous sur le site du prix PME <http://www.smeawards.ae/english/index.html> et remplissez un dossier de candidature, au plus tard le 5 novembre 2009.

### Nouveautés régionales

**Conférence annuelle de Sanabel.** Le Réseau de la microfinance des pays arabes (Sanabel) a tenu sa sixième Conférence annuelle sur le thème « Le capital humain en microfinance : Personne, Passion et Valeur » du 12 au 14 mai 2009 à Beyrouth (Liban). Plus de 500 personnes ont participé à la conférence pour s'informer des nouvelles tendances régionales et internationales dans ce secteur et pour y aborder les défis et les débouchés propres aux IMF dans la région, à mesure qu'elles acquièrent une maturité institutionnelle, qu'elles diversifient leurs produits, qu'elles interviennent dans de nouveaux marchés, qu'elles accèdent à de nouvelles sources de financement et qu'elles envisagent également le concept de transformation. Le contenu des exposés présentés durant la conférence, qui a duré trois jours, est consultable à <http://www.sanabelconf.org/presentations.html>.

**Forum du CGAP sur les cadres politiques.** Avec le concours de Sanabel, le CGAP a organisé le 11 mai, à l'intention des décideurs de la région, le premier forum des autorités de tutelles de la microfinance dans le monde arabe. Conçue selon le modèle d'autres tribunes régionales sur les cadres politiques, comme les forums qui ont eu lieu récemment pour l'Afrique francophone et les pays d'Europe de l'Est et d'Asie centrale, cette journée a donné aux responsables des banques centrales et d'autres hauts représentants de 11 pays l'occasion unique d'échanger leurs données d'expérience et leur savoir avec leurs homologues et aussi de concevoir des stratégies permettant d'atténuer de manière efficace les risques sectoriels, tout en élargissant le degré de portée de leurs activités dans une région qui, selon les estimations, ne parvient à répondre qu'à 15 % de la demande en microfinance. Sur Internet, la page <http://www.cgap.org/p/site/c/template.rc/I.26.I0634/> contient un résumé des temps forts du Forum et des exposés présentés.

**Formation du CGAP pour les bailleurs.** En juin 2009 à Mer morte (Jordanie), le CGAP a organisé, dans le cadre de ses activités de renforcement des capacités des bailleurs de fonds et fonctionnaires, une deuxième session de formation à l'intention des bailleurs de la région. Le cours d'une semaine, organisé autour du thème « Développer des systèmes financiers pour les pauvres - Comment les bailleurs peuvent faire la différence », avait pour cible les personnels des organismes bailleurs et les fonctionnaires. Pour en savoir plus sur les prochaines formations du CGAP pour les bailleurs de fonds, voir <http://www.cgap.org/p/site/c/template.rc/I.26.I437/>.

#### Equipe MOAN

Xavier Reille  
Spécialiste principal en microfinance  
[xreille@worldbank.org](mailto:xreille@worldbank.org)

Mohammed Khaled  
Représentant régional  
[mohammedkh100@yahoo.com](mailto:mohammedkh100@yahoo.com)

Michael Tarazi  
Conseiller senior en politiques réglementaires  
[mtarazi@worldbank.org](mailto:mtarazi@worldbank.org)

### Grameen-Jameel apporte son concours à la conférence de Sanabel, à la remise des prix aux IMF et aux formations.

Grameen-Jameel est un Sponsor doré de la sixième Conférence annuelle de Sanabel qui a eu lieu au Liban ; l'institution a parrainé également la cérémonie de remise du prix Microentrepreneur au Liban, le prix du personnel de la microfinance du monde arabe, ainsi que la session « Relier les personnes aux stratégies ». Durant la conférence, Grameen-Jameel et Sanabel ont annoncé le lancement du prix 2010 Grameen-Jameel pour les IMF. Au total, trois prix d'une valeur de USD 10 000 en espèces seront décernés aux IMF gagnantes des secteurs suivants : Innovation, Leadership et Croissance durable. Le prix Grameen-Jameel pour l'innovation sera décerné à l'IMF qui fait preuve d'innovation au moyen de la conception de produits, du design organisationnel, de la technologie, de la formation du personnel ou dans tout autre domaine considéré nouveau pour la région arabe. Le prix Grameen-Jameel pour le leadership sera décerné à l'IMF qui fait preuve de leadership dans son propre secteur, par la conservation de sa clientèle, ses ressources humaines, l'offre de nouveaux produits, le ciblage des clients pauvres, des activités réalisées dans une conjoncture difficile, ou dans tout autre domaine qui la différencie d'autres IMF de la région. Le prix Grameen-Jameel pour la croissance durable sera décerné à l'IMF qui progresse rapidement en termes de clientèle touchée, d'expansion des services et de pénétration du marché tout en maintenant des résultats respectables en matière de performance financière et opérationnelle. Tous les membres de Sanabel peuvent se porter candidats aux prix, à compter du 1er juin 2009. La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 28 février 2010, et les prix seront décernés durant la conférence 2010 de Sanabel. Les dossiers de candidature sont disponibles à l'adresse <http://www.grameen-jameel.com/news.html>.

Après la conférence de Sanabel, Grameen-Jameel a tenu des séances de formation pour les partenaires de la microfinance et d'autres parties prenantes du secteur sur le thème « Indice de passage du seuil de pauvreté » (*Progress Out of Poverty Index™*), ou PPI, avec l'objectif de développer les compétences des leaders de la prochaine génération et de mener des analyses financières approfondies avec l'outil FRAME. Au mois de mai, Grameen-Jameel a lancé un module de formation en ligne à l'intention des agents de crédit de microfinance. Le programme est disponible sur cédérom en arabe et en ligne en anglais.

**Rapport Benchmarking et analyse de la microfinance dans la région arabe 2008.** Le Microfinance Information Exchange (MIX) et Sanabel ont publié l'édition 2008 de ce rapport, dans lequel sont examinés la croissance, l'efficacité, la rentabilité et l'évolution récente des cadres de réglementation pour les IMF dans la région arabe. L'échantillon de référence était composé de 48 IMF à travers 10 pays, dont 36 IMF de neuf pays pour les données d'orientation 2006-2007. Le nombre d'emprunteurs, en valeur médiane, pour les IMF de la région arabe, a augmenté, passant de 13 266 en 2006 à 15 407 en 2007, alors que dans la région, la valeur brute du portefeuille de crédits est passé de 4,9 millions d'USD à 7,5 millions. Le solde de crédit moyen par emprunteur a augmenté de 21 % (de USD 259 à USD 314 par emprunteur). Parmi les autres conclusions du rapport figurent les suivantes : 79 % des IMF arabes avaient atteint l'autosuffisance opérationnelle, seule la moitié étant financièrement auto-suffisante, ce qui donne à penser que de nom-

breuses IMF arabes dépendent de subventions pour assurer leur financement. Parmi les pays de la région, l'Égypte, le Maroc et la Jordanie affichaient un taux d'autosuffisance financière de 104 %, 109 % et 111 %, respectivement. Par ailleurs, le rapport indique que le Yémen et la Palestine ont peine à recouvrer intégralement leurs coûts dans les marchés commerciaux compétitifs, avec un taux d'autosuffisance financière de 89 % et de 53 %, respectivement. Pour télécharger le rapport, allez à <http://www.themix.org/publications/2008-benchmarking-et-analyse-de-la-microfinance-dans-la-r%C3%A9gion-arabe>.

**Investissement de la SFI dans CHF Holdings.** L'investissement de 10 millions d'USD en fonds propres réalisé par la SFI dans ce holding a été autorisé en juin 2009 et, à l'heure actuelle, l'on envisage de fournir des services de conseil et de réaliser des investissements dans des filiales au Liban, en Jordanie et en Iraq.

## Nouveautés par pays

### Algérie

**Le projet pilote sur les services financiers conformes à la Charia affiche une croissance stable.** Le FIDES, avec un concours de GTZ, a commencé à offrir des produits financiers islamiques en partenariat avec la banque Al Baraka. L'encours de crédits a dépassé les 100 000 euros avec, jusqu'à présent, aucun prêt en souffrance. Ces résultats prometteurs contribuent à gagner la confiance des autorités locales et de la banque partenaire dans un pays où les formules de microfinance commerciales sont quasi inexistantes.

### Égypte

**Réunion de consultation sur l'avant-projet de Règles générales pour les sociétés de microfinance.** Vers la fin du mois de mai, le ministère de l'investissement et le GAFI ont organisé une réunion à laquelle ont participé le CGAP, des bailleurs de fonds, des IMF ONG, des banques, les deux entreprises candidates à devenir les premières sociétés de microfinance (*microfinance companies*, MFC), des investisseurs, la centrale des risques privée et d'autres acteurs intéressés pour connaître leurs réactions sur l'avant-projet. Les Règles générales pour les sociétés de microfinance devraient prendre effet une fois promulguée la nouvelle Loi sur l'organe de réglementation unique, qui ouvrira la voie vers la microfinance commerciale. Les principales questions abordées comprennent la transformation des ONG, le plafonnement des taux d'intérêt, les transferts d'argent, la centrale des risques, les impôts, le financement commercial et la liquidité.

**Lancement d'une nouvelle société de microfinance.** En mai, Tanmeyah Micro Enterprise Services a été fondée pour cibler les petits commerçants établis et les chefs d'entreprise à revenu faible à moyen, tant en milieu rural qu'en milieu urbain, avec une concentration sur les zones rurales dans lesquelles l'accès aux services financiers est souvent insuffisant. Tanmeyah appartient à Finance Unlimited, Citadel Capital et Egyptian Gulf Bank (EGB), un accord étant actuellement en phase finale avec ce dernier pour couvrir une opération de rétrocession. Tanmeyah a commencé de fonctionner en juillet 2009 et décaissé environ 1 700 prêts pour une somme dépassant 8 millions de livres égyptiennes et ce, durant son premier mois de fonctionnement. Cette institution prévoit d'exploiter 300 agences et d'élargir ses activités à la micro-

## Bilan du secteur de la microfinance au Maroc :

Entretien avec Fouad Abdelmoumni, P-DG d'Al-Amana.

*Le Maroc est depuis longtemps synonyme de réussite dans le secteur de la microfinance pour la région Moyen-Orient et Afrique du Nord. Ce pays recense en effet près de la moitié des clients de la microfinance du monde arabe et, entre 2002 et 2007, les IMF marocaines ont connu l'un des taux de croissance les plus élevés de l'histoire de ce secteur, et qui plus est, à l'échelle mondiale. Malheureusement, en 2008, certaines IMF ont commencé à connaître de sérieuses difficultés de remboursement. Nous avons demandé à Fouad Abdelmoumni, P-DG de l'une des plus grandes IMF au Maroc, Al Amana, et membre du Comité exécutif du CGAP, de nous expliquer l'envergure des difficultés du secteur de la microfinance, ainsi que les changements qu'il entrevoit à l'horizon.*

### 1) Quelles sont les causes et raisons principales pour ce qui est arrivé au Maroc ?

Le secteur du microcrédit au Maroc a connu une hausse de 1 à 6 % environ des retards de remboursement (portefeuille à risque à 30 jours) et une stagnation du portefeuille de 2007 à 2009. Cela s'explique à mon avis par la conjonction de facteurs liés en premier à une évolution majeure de la relation entre offre et demande de microcrédits, en second à des carences des organisations de microcrédit, et enfin à la conjoncture économique globale.

La situation des clients jusqu'en 2005 était caractérisée par des marchés porteurs et une pénurie des financements, qui a fait de l'arrivée des premiers microcrédits une manne céleste pour les heureux élus, dont la motivation pour ne pas mettre à risque cette ressource inespérée était forte. La démultiplication des offreurs de microcrédits, leur ouverture au tout venant et l'augmentation des montants offerts, ont fait que l'avantage compétitif qui en découlait pour les clients baissait (un menuisier soudain débarrassé de l'exiguïté des financements jouit d'un avantage compétitif, sauf si tous les menuisiers du quartier en bénéficient et tirent leurs prix de vente vers le bas). En même temps, les prêteurs voyaient leur position relative se déprécier aux yeux des emprunteurs, vu que la situation de monopole de l'offre était révolue. Les clients se trouvaient donc souvent avec moins de marges de revenus, moins d'opportunités d'investissement et moins de dépendance à l'égard de leur micro-prêteur. Comme la pression sociale, institutionnelle et légale pour rembourser à temps est faible, les engagements à l'égard des offreurs de microcrédits a baissé dans l'échelle des priorités des clients, et a amené dans de nombreux cas à ajourner le remboursement au profit de contraintes plus pressantes. L'expérience de l'inefficacité des recours administratifs et légaux a contribué à asseoir une culture de l'impunité des comportements délictueux, amenant nombre de personnes à s'endetter avec une faible motivation à honorer leurs engagements d'investissement optimal et de calendrier de remboursements.

La situation des organisations a globalement aggravé cette situation. La confiance induite par dix années de performances totalement au dessus des attentes, la confiance exprimée par l'ensemble de l'environnement national et international, la générosité des financements offerts et les avis favorables des auditeurs externes et des organes de supervision et de contrôle, conjugués à la conjoncture largement favorable d'évolution de l'économie marocaine et de la microfinance dans le monde, ont amené à privilégier l'expansion des réseaux et l'ouverture à une plus grande prise de risques sur l'amélioration significative de l'offre de produits, du positionnement de marché et du renforcement conséquent de la gouvernance et des systèmes de contrôle interne et d'information.

La crise multi-facettes de 2008-2009 n'a heureusement pas impacté le Maroc de manière violente et systématique. Mais elle a certainement mis à mal une partie des populations clientes du microcrédit. L'inflation des prix des produits alimentaires a été particulièrement ressentie par les populations dont les faibles revenus sont affectés dans une très grande part aux produits de première nécessité, rehaussant d'autant leurs coûts de production et rognant leurs marchés et leurs marges. Et si ces effets ont pu être relativement positifs, neutres ou faibles pour une part importante de la population, il suffit qu'une partie minime (moins de 10 %) des clients d'une institution de crédit soit en détresse pour que la qualité du portefeuille s'en ressentisse durement. D'autres accélérateurs environnementaux de la crise ont consisté en un discours généralisé de situation miraculeuse du secteur du microcrédit, et de sa vocation à absorber la misère sociale en tant qu'instrument de la politique de l'Etat, du palais, de la société civile ou de la coopération internationale. L'inefficacité du système judiciaire et la volonté des autorités locales d'éviter toute confrontation avec les populations socialement fragiles et politiquement sensibles ont certainement aussi à asseoir une culture de l'impunité et encouragé certains meneurs à faire campagne pour le non remboursement, surtout en phases pré-électorales.

Heureusement, le secteur du microcrédit a globalement gardé sa crédibilité et la confiance dont il jouit. Il a pu ainsi éviter la concrétisation de certains risques inhérents à des situations de tension, tels le rappel

de la dette par les créanciers du secteur (en particulier les banques locales) ou la remise en cause de l'intérêt de l'évolution du secteur vers une offre intégrée de services (incluant notamment la collecte des dépôts du public).

### 2) Comment les différents acteurs du secteur (les IMF, le Ministère des finances, Bank Al-Maghrib et autres) ont-ils réagi pour maîtriser la situation et quelles en sont les résultats à ce jour ?

Lorsque les IMF locales se sont rendues compte d'une augmentation significative, générale et croissante des retards de remboursement, à la mi-2008, elles ont cherché à réfléchir collectivement à la situation et à bénéficier de l'expertise existant à l'international. Il a fallu d'abord que les principales institutions acceptent de se regarder dans un miroir non déformant, et qu'elles acceptent de partager leurs informations et de la soumettre collectivement à l'analyse extérieure. Heureusement, l'engagement des leaders du secteur à la rigueur et la transparence a permis de réaliser cela, et des études ont été menées, notamment avec la participation du CGAP et de la SFI, et elles ont permis de faire de premiers diagnostics.

Chaque institution a mis en place un programme d'assainissement et de maîtrise des retards. La plateforme d'échange de données pour les besoins d'appréciation des risques, dont la mise en place en avril 2008 avait été le premier déclencheur des constats, a été affinée. Bank Al Maghrib a recommandé de traiter en priorité les carences organisationnelles et des systèmes d'information et de contrôle interne, le renforcement des provisions et le rapprochement entre les institutions du secteur ou l'adossesment à des banques. La Fondation Zakoura a constaté, grâce au passage à un nouveau système d'information, que sa croyance dans les vertus du discours sur les motivations sociales n'avait pas empêché l'émergence de problèmes lourds de remboursements et de fraudes, et la prévalence d'une culture organisationnelle peu performante ; elle a alors décidé de fusionner avec la Fondation Banque Populaire de Micro - Crédit, qui a l'avantage d'une construction plus solide et d'un adossesment lourd au groupe des Banques Populaires du Maroc.

Les autorités publiques ont été sensibilisées à la situation et aux risques encourus par le secteur et son environnement. Un inflexionnement du discours sur le microcrédit comme bienfait social résultant de la volonté des autorités publiques s'en est suivi. De même, les autorités ont promis une meilleure réactivité des instances administratives et judiciaires pour les cas emblématiques, mais cette volonté n'a toujours pas donné de résultats tangibles.

Les programmes de traitement engagés ont permis d'infléchir la croissance et d'atténuer l'aggravation de la situation des retards de paiement. Mais il est prévisible que l'année 2009 ne pourra pas voir de baisse significative et généralisée des retards. En fait, la plupart des actions engagées, telles notamment le décroisement des prêts et leur limitation pour les populations à problèmes ou à hauts risques amènent d'abord une montée des incidents de paiement. En effet, ces actions causent l'assèchement de la trésorerie disponible de la clientèle et font peser l'incertitude sur la continuité et l'amélioration des services de l'institution, ce qui rabaisse le niveau de motivation et de capacité à payer à temps. Mais les organisations concernées commencent à ressentir une meilleure maîtrise de leur relation à leur clientèle et à leurs équipes et une meilleure aptitude à faire jouer les ressorts de la communication, de la motivation et de la dissuasion des comportements délictueux de leurs agents et clients.

### 3) Quelles sont les enseignements que nous pouvons tirer de ce qu'il s'est passé pour le secteur – au Maroc, dans la région et ailleurs dans le monde ?

Il a été démontré que la croissance d'un secteur économique naissant peut être fulgurante pendant un temps. La situation au Maroc l'a de nouveau démontré, mais son évolution actuelle démontre que cette croissance très forte ne peut être soutenue qu'à la condition de reposer non seulement sur un modèle économique performant, mais aussi sur une évolution soutenue de la gouvernance, de l'organisation, des systèmes et des produits, afin de maintenir un niveau optimal de satisfaction de la clientèle et de maîtrise de l'organisation.

Cette situation a aussi montré que la performance d'une organisation pour un temps ne veut pas dire la réussite de plusieurs autres et pour longtemps.

Elle a enfin montré que la gestion des crises repose énormément sur les attitudes et compétences construites en période faste. La transparence, la collaboration, la disposition à reconnaître les limites et les erreurs et à tirer les conclusions, sont des pré requis impératifs pour pouvoir prendre les mesures parfois douloureuses qui s'imposent, et qui peuvent aller jusqu'au sacrifice de l'égo des équipes dirigeantes et à la rétorsion à l'encontre d'un certain nombre de personnes au comportement délictueux afin de repartir sur des bases saines.

assurance, aux opérations de courtage, aux transferts de fonds et aux distributeurs automatiques.

**First Microfinance Foundation-Egypt (FMF-E).** Dans le cadre d'un accord de partenariat conclu entre FMF-E et l'USAID et portant sur 20 millions de livres égyptiennes (env. 3,3 millions d'USD), FMF-E a utilisé une première tranche (275 000 USD) pour accroître d'ici la fin-juin son portefeuille, qui est de 3,9 millions d'USD. Ce partenariat a pour objectifs d'atteindre 30 000 bénéficiaires et d'élargir le réseau régional de FMF-E à neuf villes et 75 % des villages d'Assouan, contribuant ainsi à mettre en place et financer de petites opérations commerciales dans le Gouvernorat d'Assouan. Grâce aux liens de coopération établis entre FMF-E et la First MicroFinance Bank en Afghanistan, deux formateurs afghans de FMF-E sont venus au Caire à la fin du mois de février pour assurer une formation de huit semaines qui s'est déclinée en cours théoriques et en travaux pratiques sur le terrain, et en séances de coaching sur le terrain portant sur des cas réels. FMF-E a décaissé ses premiers prêts PME en mai 2009 et, vers la fin-juillet, cinq prêts PME totalisant 160 000 livres égyptiennes avaient été décaissés. Ces prêts sont accordés à des clients de microfinance existants, qui ont développé leur commerce et peuvent prétendre à des crédits plus substantiels. Le service PME collabore actuellement avec d'autres agences du réseau Aga Khan Development Network pour offrir des crédits à des emprunteurs désireux de développer leur commerce et servir les visiteurs du quartier historique du Caire, Darb Al-Ahmar.

### *Iraq*

**Composante microfinance de Tijara/USAID Iraq.** Tijara a organisé les 28 et 29 juillet une conférence avec ses IMF partenaires pour célébrer les derniers progrès et réalisations du processus d'institutionnalisation et de modernisation du secteur iraquien de microfinance. Cette conférence avait pour thème l'intégration de la microfinance iraquienne dans le secteur financier ; ont participé 66 représentants des autorités nationales iraquiennes et des autorités de la région du Kurdistan, ainsi de la Banque centrale d'Iraq, d'USAID-Iraq, d'équipes de reconstruction provinciales, de membres des conseils directeurs et des employés de toutes les IMF iraquiennes, ainsi que de l'USAID. Plusieurs sujets ont été traités, notamment la situation du secteur de la microfinance, la gestion efficace du portefeuille de crédits, les évaluations des activités des IMF, le développement des ressources humaines, la microfinance dans des conjonctures difficiles du point de vue de la sécurité et de la situation sociale et culturelle, les crédits de groupe solidaires, l'intégration de la microfinance dans le secteur financier officiel, la transformation des IMF abandonnant le statut d'ONG, la transparence financière, les technologies de l'information, les subventions et les conditions de publication d'information.

Jusqu'en juin 2009, les onze partenaires institutionnels iraquiens pour la microfinance de Tijara comptaient près de 46 000 clients actifs, pour un encours de crédits de près de 72 millions d'USD et un portefeuille à risque (>30 jours) de 1,1 %, ce qui représente une augmentation de 60 % par rapport à l'encours de l'année précédente.

### *Jordanie*

**JMCC-Tamweelcom se lance dans l'énergie solaire.** En collaboration avec le National Energy Research Centre (NERC) et Nur Company, une firme spécialisée dans la production de technologie solaire, the Jordan Micro Credit Company-Tamweelcom a lancé au mois d'avril une initiative qui devrait permettre aux Jordaniens à faible revenu et aux

entrepreneurs de ce pays d'acheter des chauffe-eau solaires en petites mensualités.

**La Banque islamique de développement conclut un accord de financement avec le ministère de la Planification et la coopération internationale (MOPIC).** Le 5 mai, le MOPIC et la Banque islamique de développement ont conclu des accords de financement d'une valeur de 10,35 millions d'USD en présence de Sa Majesté la Reine Rania. Le prêt à taux bonifié de 10 millions d'USD servira à consolider les capacités financières et institutionnelles du Fonds de développement et d'emploi de sorte qu'il offre des crédits islamiques et renforce ses capacités à offrir des crédits de refinancement aux IMF. La subvention de USD 350 000 couvrira la formation et l'appui technique offerts aux IMF pour leur permettre de lancer des produits islamiques. De plus, la Banque islamique de développement a octroyé une subvention de USD 300 000 pour financer un projet qui sera supervisé par la Jordan River Foundation et aidera des agriculteurs à faible revenu de la région d'Al Mudawara.

**Séminaire IDLO sur les cadres juridiques et de réglementation** L'Organisation internationale de droit du développement (IDLO) a tenu un séminaire sur les cadres juridiques et réglementaires qui ont des incidences sur la prestation de services de microfinance et autres services financiers aux personnes pauvres de la région du Moyen-Orient. Le séminaire s'est déroulé du 7 au 18 juin à Mer morte (Jordanie) ; ont été débattus la législation actuelle de microfinance et les cadres de réglementation dans les États arabes, la commercialisation du secteur, les questions de protection du consommateur, les nouvelles formules de prestation de services de microfinance, les différentes sources de capital, la transformation des IMF en des institutions réglementées et agréées, etc. Ont participé au séminaire 23 personnes venues de 13 pays, la plupart étant des professionnels du droit dépêchés par leurs gouvernements, des représentants de banques centrales, du secteur privé et d'ONG ayant une expérience quelconque dans le secteur de la microfinance.

### *Liban*

**Al-Majmoua obtient ses premiers prêts commerciaux.** Au deuxième trimestre 2009, Al-Majmoua a conclu trois accords de crédit avec Triple Jump Fund Management (1,5 million d'USD), Blue Orchard (USD 250 000) et Planis (USD 250 000), et d'autres prêts sont en cours de négociation avec des banques commerciales du pays.

### *Maroc*

**Crise du crédit.** Depuis 2008, les institutions de microfinance connaissent une crise de crédit sans précédent. Le secteur a néanmoins réagi rapidement et les IMF ont mis en place des plans de recouvrement agressifs. Ainsi, elles ralentissent leur croissance, resserrent leurs procédures de crédit et se concentrent sur le recouvrement des prêts. Par ailleurs, elles tiennent des échanges d'information de crédit hebdomadaires pour juguler l'endettement croisé. Voir dans ce numéro l'entretien avec Fouad Abdelmoumni, P-DG d'Al-Amana, pour connaître son interprétation de cette situation.

**Acquisition de Zakoura.** L'institution-phare marocaine Fondation Zakoura a été reprise par la Fondation des banques populaires avec un accord historique annoncé en mai 2009. La nouvelle entité sera dénommée Association de microcrédit Zakoura Chaabi.

**Création d'une centrale des risques pour la microfinance.** Les institutions de microfinance seront intégrées à la nou-

velle centrale globale créée par la banque centrale marocaine, la banque Al-Maghrib. Le nouveau service d'information de crédit devrait être entièrement opérationnel d'ici décembre 2009.

**Expansion de PROFOR.** Le programme de formation et d'assistance technique PROFOR, exécuté par Horus Development Finance grâce à la coopération financière allemande par l'intermédiaire de KfW, a été reconduit jusqu'en janvier 2010. Les modules de formation complètent la participation fiduciaire de KfW dans JAÏDA, le fonds de refinancement marocain pour les IMF. Le programme a pour objectif de renforcer principalement les capacités institutionnelles des IMF de petite et moyenne taille qui souhaitent bénéficier de facilités de refinancement commercial via JAÏDA. Le programme soutient également la création d'une gamme étendue de produits de microfinance, surtout en milieu rural.

### *Oman*

**Lancement prochain du premier projet de microfinance.** PlaNet Finance É.A.U. est en train de faire enregistrer la première institution de microfinance, une nouvelle société par actions dénommée Greenfield, dont l'activité portera sur la prestation de services financiers et non financiers à des entrepreneurs pauvres d'Oman.

### *Palestine*

**Composante de microfinance islamique DEEP/PNUD.** Le projet DEEP permet aux micro entrepreneurs d'augmenter leur revenu en encourageant les IMF partenaires à appliquer les principes de microfinance islamique, qui mettent l'accent sur le risque partagé, les droits et obligations de l'individu, les droits de propriété et l'inviolabilité des contrats. Le projet DEEP poursuit également des objectifs sociaux et de développement au moyen de la microfinance islamique. Entre les mois d'avril et juin 2009, des prêts ont été accordés dans ce contexte à six IMF des territoires palestiniens pour une somme de 2,2 millions d'USD.

**Fonds européen/palestinien de garantie des prêts (EPCGF).** Ce programme, qui bénéficie de l'appui de KfW (au nom de BMZ), de la Commission européenne et de la Banque européenne d'investissement pour élargir l'accès aux services financiers des micro entreprises et PME palestiniennes, continue de fonctionner avec grand succès. Dès le 1<sup>er</sup> juillet 2009, le fonds avait émis sa millième garantie de prêt, ce qui porte le volume total des crédits approuvés et garantis par ce programme à plus de 29 millions d'USD. Les taux de remboursement demeurent élevés et, depuis son lancement en septembre 2006, l'EPCGF a aidé les micro entreprises et PME palestiniennes à conserver et préserver 3 700 emplois. De plus, un programme complet de formation bancaire continue d'être dispensé, qui a pour objectif de renforcer le développement durable du secteur bancaire palestinien.

**Création d'une centrale des risques.** L'Autorité monétaire palestinienne a signé des protocoles d'accord avec les six plus grandes institutions de microfinance qui ont déjà mis en place leurs SIG ; elle signera les mêmes instruments avec les autres IMF, dès que leurs SIG seront prêts. Les données issues du programme de microcrédit de l'UNRWA est déjà en place dans la base de données centrale et l'Office peut d'ores et déjà vérifier à la centrale, par voie électronique, les antécédents de crédit des clients de ces institutions.

**Programme SMART.** Grâce au soutien de l'USAID au titre du programme SMART géré par AED, Al Rafah Micro-

finance Bank (AMB) a officiellement ouvert une nouvelle sous-agence dans la ville de Doura, près de Hébron en Cisjordanie. L'ouverture de l'agence témoigne de la stratégie poursuivie par l'AMB pour étendre ses activités en dehors des grandes agglomérations. Ainsi, avec le concours de la SBI, dans le cadre du programme ESAF géré par l'AED, l'AMB continue de développer ses capacités de microfinance et, au mois de juillet 2009, la part de la microfinance dans ses activités de crédit constituait 40 % de son portefeuille global.

**Projet du FIDA pour les associations d'épargne et de crédit.** Après l'intifada de 2000 et l'augmentation du taux de pauvreté qui en a résulté, le FIDA a lancé le projet de réhabilitation et de développement. Une composante novatrice de ce projet est le projet de soutien aux moyens d'existence des femmes, dont l'objectif est d'autonomiser les femmes par la création d'associations d'épargne et de crédit avec le concours des Commissions de secours agricole palestiniennes (PARC). Ces « banques villageoises » permettent aux femmes d'accéder aux mécanismes de crédit et à d'autres services, et ainsi de monter leur propre commerce. De plus, l'initiation aux notions financières, administratives et organisationnelles offerte par les centres d'aide à l'entreprise a permis aux femmes d'élargir leur gamme d'activités. Au mois de décembre 2008, 12 coopératives de femmes étaient officiellement agréées en tant que telles ; elles font aujourd'hui partie de l'Union des coopératives d'épargne et de crédit. L'Union représente 176 sites et villages ; elle compte 7 383 adhérentes, pour un fonds dépassant les 2,6 millions d'USD d'épargne et de parts, et un encours de crédits qui dépasse 3,1 millions d'USD. Certaines coopératives d'agriculteurs de Cisjordanie et de Gaza ont reproduit la formule et, récemment, elles ont œuvré de manière à constituer une institution bancaire palestinienne qui est considérée comme la première étape vers la création d'une « banque des pauvres ».

**Conseil sur le terrain pour les commissions de secours agricole palestiniennes (PARC).** Au mois de juin, Grameen-Jameel a achevé un cycle de travaux de conseil de six mois commandé par ces commissions. Outre le fait qu'il a surveillé quotidiennement les activités, le consultant a mis au point de nouvelles procédures pour contrôler les problèmes d'arriérés ainsi que les plans d'orientation stratégique et d'exploitation pour cinq parmi les douze associations d'épargne et de crédit relevant des commissions et de l'Union.

### *Soudan*

**La Banque centrale du Soudan émet des directives pour le secteur de la microfinance.** La banque centrale soudanaise a émis à l'intention des banques du pays une circulaire contenant des directives sur la microfinance. Ainsi, ses Directives générales 2009 encouragent le développement de la microfinance pour le secteur du logement et de l'agriculture, ainsi que l'expansion des services bancaires islamiques. Pour développer et promouvoir la microfinance, la banque centrale a créé une cellule spéciale de microfinance. Les directives aux banques comprennent : une allocation minima de 12 % des portefeuilles à la microfinance, la création de cellules spéciales ou de départements consacrés à la microfinance, avec obligation pour eux de soumettre des plans annuels à la Banque centrale, enfin la réalisation de campagnes médiatiques de sensibilisation à la microfinance. Les directives de 2009 prévoient également que la Banque centrale peut créer une institution chargée de garantir les activités de microfinance. Y sont également encouragées d'autres formes de services bancaires islamiques à part la Murabaha (un contrat de vente au prix de revient majoré), qui obligent les banques

à destiner au maximum 30 % de leur portefeuille de crédits à la Murabaha. Les directives prévoient également que la marge bénéficiaire de tout contrat Murabaha ne doit pas dépasser 9 %.

## Syrie

**First MicroFinance Institution Syria (FMFI-S).** FMFI-S, la première IMF à avoir reçu l'agrément de la Banque centrale de Syrie, a commencé à collecter des dépôts le 25 juin 2009. Elle offre actuellement à ses clients des comptes courants et des comptes d'épargne. En septembre, après une période d'essai qui a duré deux mois, FMFI-S élargira ces services à sa nouvelle agence d'Homs avant de les offrir à travers son réseau tout entier. Par ailleurs, un nouveau produit de dépôt à terme à taux fixe sera introduit dans toutes les agences. FMFI-S a récemment installé un nouveau service de gestion d'information pour gagner en efficacité et améliorer la qualité de ses services. Elle compte actuellement 15 000 clients actifs et des agences à Damas, Aleppo, Lattakia, Salamieh, Homs, Tartous et Al-Sweida, et prévoit de couvrir tous les gouvernorats syriens d'ici 2011.

**KfW apporte un concours à FMFI-S.** Le 23 juillet, des représentants de KfW Entwicklungsbank (banque allemande de développement), de la Commission nationale syrienne de planification et de FMFI-S ont conclu deux accords de financement pour épauler cette dernière, par l'intermédiaire de KfW. Par ces accords de financement, FMFI-S bénéficiera de 2,3 millions d'euros pour son portefeuille de crédit, qui devront transiter par CBS, d'une subvention pour le développement de son réseau d'agences (200 000 euros) et d'une autre subvention couvrant des services de conseil technique pour la conception de produits (500 000 euros). KfW achète actuellement des parts du capital de FMFI-S (à concurrence de 2 millions d'euros). Durant les dernières négociations entre les autorités allemandes et syriennes, le gouvernement allemand a annoncé une contribution additionnelle, à concurrence de 4 millions d'euros, pour épauler les activités de FMFI-S.

La SFI conduit actuellement une évaluation de FMFI-S pour fournir une aide technique en renforcement des capacités.

**Le FIDA et le PNUD soutiennent l'initiative sanduq.** Dans le projet de développement agricole Jabal al-Hoss, appuyé par le FIDA, le terme *sanduq* désigne une institution de microfinance autonome qui appartient à ses adhérents et est gérée par eux, un concept novateur pour un système bancaire centralisé. Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) a encouragé l'adoption de l'initiative de microfinance *sanduq* dans certaines zones d'intervention du projet. Le FIDA a déterminé les groupes cibles, assuré leur formation et les a aidés à analyser les demandes de crédit, tandis que le PNUD a soutenu financièrement les *sanadiq* (pluriel de *sanduq*), qui fonctionnent de manière autonome sur le plan décisionnel, et ont adopté dans ce sens des pratiques financières conformes au système de valeurs locales. Cette startup est autofinancée grâce à la part de capital détenue par ses adhérents, qui permet d'octroyer des petits prêts à échéance maximale de trois mois. Lorsque l'intermédiation financière initiale est satisfaisante, le projet insuffle de nouveaux capitaux, ce qui permet d'élargir le degré de portée, d'augmenter la taille des prêts et d'assouplir les conditions de crédit. Les femmes bénéficient d'une attention particulière ; elles constituent 41 % des adhérents. Jusqu'à présent, 50 *sanadiq* ont été mises en place. Il y a peu, le projet du FIDA pour le développement rural de la région du nord-est

a étendu l'initiative au nord-est de la Syrie, où il est prévu d'établir des *sanadiq* dans 96 villages.

## Tunisie

**Étude de marché sur les micro entreprises et PME en Tunisie.** Cœuvrant de concert avec ses partenaires tunisiens, KfW a lancé au mois de mai une procédure de présélection en invitant des cabinets de conseil internationaux à faire part de leur intérêt à conduire une étude de marché pour le secteur des micro entreprises et PME tunisiennes durant le dernier trimestre 2009 et jusqu'au premier trimestre 2010. L'étude examinera également le marché de la microfinance dans le cadre de l'analyse de la demande et de l'offre sur le marché, pour ce qui est des prêts allant de 4 000 à 80 000 dinars.

**Enda inter-arabe lance Mifos.** Enda inter-arabe (Enda) est devenue la première IMF arabe à lancer la plateforme SIG (système de gestion de l'information) du logiciel libre (*open source*) Mifos. Enda a choisi Mifos, une plateforme de technologie conçue spécialement pour la microfinance, pour l'aider à impulser et maintenir son degré de portée, ses capacités d'innovation et sa croissance. Enda espère que son investissement dans Mifos, un logiciel libre conçu par la Fondation Grameen et lancé dans le monde arabe par Grameen-Jameel, l'aidera à gérer sa forte croissance qui devrait faire passer le nombre de ses clients de plus de 100 000 à travers la Tunisie à 300 000 d'ici 2012. Fonctionnant sur le réseau Internet, Mifos gère un portefeuille de prêts et d'épargne ainsi qu'un système centralisé de création de rapports d'exploitation et de mesure de la performance sociale ; il peut être intégré à d'autres plateformes de technologie.

## Yémen

**Le Fonds social pour le développement (SFD) continue ses activités de financement et de formation d'IMF.** Le SFD a décaissé des fonds au profit de la Fondation nationale pour la microfinance et de l'IMF Hadhramout. Un second décaissement a été réalisé en faveur de l'IMF Nama. Tous ces crédits serviront à étendre leurs activités. Durant cette période, le SFD a également dispensé des cours de formation, notamment un cours sur l'audit interne pour les auditeurs internes, les responsables des services financiers et les comptables, une formation au système de suivi des prêts, Maeen v.2, ainsi que des formations en cours d'emploi pour deux IMF, portant sur la gestion du risque opérationnel et le développement des produits. Le Service de développement des micro et petites entreprises (SMED) du SFD a également fourni une assistance technique à des IMF partenaires en installant Maeen V.2 chez deux d'entre elles et en réalisant des audits sur le terrain pour analyser le portefeuille de trois autres.

**Atelier du SFD pour les partenaires en microfinance.** Le 27 mai 2009, un atelier organisé par le SMED a réuni 30 participants de 11 organisations intervenant dans le secteur de la microfinance. Durant cet atelier, plusieurs thèmes ont été abordés et discutés, les principaux sujets étant le nouveau lancement du Maeen, système de suivi des prêts, ainsi que la formation en cours d'emploi. Par ailleurs, les indicateurs de performance des IMF pour le premier trimestre 2009 ont fait l'objet de débats et de comparaisons par rapport aux plans établis, ainsi que les contraintes posées à l'expansion des IMF.

**Le Réseau national de la microfinance.** Le 26 mai 2009, un atelier réunissant les éventuels partenaires du Réseau a été organisé en collaboration avec le PNUD. Y ont participé 23

personnes, représentant les cadres supérieurs et décideurs de 15 IMF et d'autres institutions. Les participants à l'atelier ont débattu de diverses questions comme la mise en place du réseau, les conclusions des visites sur le terrain réalisées auprès d'IMF, dont le but était de permettre au réseau de comprendre le secteur de la microfinance ainsi que ses contraintes et enjeux.

**BRAC - Yémen.** Depuis la visite au Yémen d'une équipe du BRAC qui a été organisée pour analyser le secteur de la microfinance et son marché potentiel, le SFD aide le BRAC à obtenir un agrément auprès des autorités pour créer un partenariat BRAC-SFD qui fournira des services de microfinance, en particulier dans les zones rurales.

**Projet Sortie de la pauvreté.** Grâce aux liens de coordination entre le SMED, le Fonds de prévoyance sociale (SWF) et le CGAP, un projet est en cours pour aider 900 bénéficiaires du Fonds à améliorer leurs conditions de vie.

Avec la collaboration de Grameen-Jameel et de la Fondation Grameen, une simple fiche récapitulative sur la pauvreté a été conçue pour le Yémen. Élaborée à l'issue de l'enquête 2005-2006 sur le budget des ménages au Yémen, la fiche a servi pour enquêter sur 8 000 ménages recevant une aide du SWF dans les zones d'intervention du projet. L'objectif est de sélectionner 900 ménages qui participeront au projet pilote. La fiche emploie dix indicateurs simples, que les responsables de terrain peuvent rapidement rassembler et vérifier. Sur le

terrain, il ne faut que 5 à 10 minutes pour calculer, sur une feuille de papier, les scores de pauvreté. Avec la fiche, les IMF du Yémen peuvent désormais mettre en œuvre le PPI pour effectuer un suivi du taux de pauvreté de leurs clients, suivre les changements dans ce domaine au fil du temps et cibler leurs services.

Une enquête a été lancée à titre de préparation d'une étude qui déterminera les activités génératrices de revenus essentielles, les modalités de commercialisation de ces activités et les risques éventuels qui se posent pour les participants au projet.

**Étude sur la chaîne de valorisation.** En coopération avec la Banque mondiale, le SMED a réalisé des études sur la chaîne de valorisation de cinq secteurs : miel, blé, poisson, khat et café. Les enquêtes sur le terrain ont permis aux responsables de l'étude de mieux cerner les marchés de ces secteurs d'activité, tout en tirant certains enseignements sur les politiques d'incitation ciblant les PME.

**GTZ contribue à la mise en application de la nouvelle loi de microfinance.** Le personnel de la Banque centrale du Yémen affecté à la microfinance a été formé à l'analyse financière, aux taux d'intérêt, à la gestion du risque et à l'audit interne. La deuxième phase de ce projet cible particulièrement la réglementation du processus d'accréditation des IMF. Sont également prévus des guides à l'intention des superviseurs.

## Nouveautés en recherches et publications du CGAP

**Résultats préliminaires de l'enquête 2009 du CGAP sur les bailleurs de la microfinance.** Les nouvelles informations suivantes, qui concernent la région MOAN, sont tirées de l'enquête annuelle conduite par le CGAP pour analyser le financement de la microfinance à l'échelle mondiale. Cette année, 61 bailleurs et investisseurs ont participé à l'enquête.

- Au mois de décembre 2008, 25 bailleurs avaient engagé 717 millions d'USD dans la région, soit 5 % du montant total de 14,8 milliards d'USD en faveur de la microfinance, toutes régions confondues.
- Près de 30 % du financement étranger total engagé dans la région sont alloués à l'Égypte et au Maroc.
- Les plus grands bailleurs - AECID (Espagne), BAD, AFD Proparco, CE, SFI et FIDA - représentent 61 % du financement engagé en faveur de la région MOAN.
- Les bailleurs et investisseurs sont représentés à égalité pour les engagements de financement (17 bailleurs fournissent 53 % des fonds engagés, et 9 investisseurs 47 % de ces fonds).

Pour la région MOAN, la dette est l'instrument le plus répandu (62 %), suivie des subventions (22 %) et des garanties (15 %).

Note : L'enquête ne tient pas compte des sources locales de financement. À compter de la fin-octobre, le site [www.cgap.org/funders](http://www.cgap.org/funders) (en anglais) contiendra une liste plus complète des résultats.

**Enquête « Peau de banane » sur la microfinance 2009.** Cette deuxième édition du rapport examine les risques, soit les « peaux de banane », présents dans le secteur de la microfinance à une période où la crise financière mondiale a fait apparaître de nouveaux défis qui sont sans précédent. L'enquête a été menée entre avril et mai 2009 ; elle a pour point de départ 430 réponses données par des praticiens, des investisseurs et des autorités de réglementation, ainsi que des observateurs sectoriels issus de 82 pays et d'institutions internationales.

La conclusion principale de l'enquête est que la crise économique a entièrement transformé l'idée que l'on se fait du paysage de risque de la microfinance. En effet, les IMF, leurs investisseurs et les autorités de réglementation se concentrent désormais sur le risque de crédit, la trésorerie et les tendances économiques mondiales, alors qu'en 2008, les trois grands sujets de préoccupation étaient la qualité de la structure de direction, la bonne gouvernance institutionnelle et la réglementation inadéquate. <http://www.cgap.org/p/site/c/template.rc/I.26.10907/> (en anglais).

**AML/CFT : Renforcer l'inclusion et l'intégrité des services financiers.** Le numéro de septembre 2009 de la Note Focus du CGAP examine les modalités selon lesquelles la mauvaise application des normes internationales de lutte contre le blanchiment de capitaux (AML, de son sigle anglais) et de lutte contre le financement du terrorisme (CFT), surtout dans les marchés émergents, peut contribuer à exclure du secteur financier officiel des millions de personnes à faible revenu. En effet, elle peut reléguer la majorité de personnes non servies au monde informel de l'argent liquide, entravant ainsi les progrès

sociaux et économiques et privant les autorités de réglementation et de répression d'un outil essentiel pour renforcer l'intégrité des services financiers : la capacité de suivre les traces de l'argent. La Note affirme que l'inclusion financière et un régime efficace de sauvegarde de l'intégrité financière peut, et doit, servir de complément aux objectifs politiques d'un pays. Les normes internationales AML/CFT bénéficient d'une certaine souplesse, ce qui permet aux pays de créer des outils de surveillance efficaces et adéquats. Ce qui est plus difficile, c'est de trouver le degré de protection convenable à un environnement financier particulier. <http://www.cgap.org/p/site/c/template.rc/I.9.37862/> (en anglais).

**Note Focus du CGAP sur l'amélioration de la gestion bilantielle.** La nouvelle Note Focus sur la gestion bilantielle pour les IMF de dépôt avance que de nombreuses IMF doivent améliorer leur gestion de l'actif et du passif si elles veulent qu'ils correspondent à leur méthode de diversification des sources de financement et au risque y relatif. En effet, de nombreuses IMF sont passées d'établissements dépendants d'un alliage de subventions et de ressources concessionnelles pour accéder aux sources commerciales de financement, y compris par les dépôts, les prêts, l'émission d'obligations et les fonds propres. Ainsi, ces institutions doivent se concentrer davantage sur la gestion du passif en particulier, et cela est devenu d'autant plus urgent en raison de la rareté et de la cherté des ressources pour les IMF en ces temps de crise financière mondiale. <http://www.cgap.org/p/site/c/template.rc/I.26.10804/> (en anglais).

**La microfinance se met au vert : Les clients et le changement climatique.** Cette Note Focus propose aux institutions de microfinance des solutions pratiques pour que leurs activités aient des incidences percutantes sur la lutte contre le changement climatique en donnant à leurs clients - des centaines de millions de personnes qui sont souvent les plus susceptibles de souffrir du réchauffement de la planète - les connaissances et le financement nécessaires pour effectuer un changement positif dans leur communauté. Bien que de nombreuses technologies citées dans la Note, comme les combustibles de cuisson moins polluants et les panneaux solaires, soient trop coûteuses à financer avec des prêts à la consommation, les IMF peuvent toutefois, et largement, encourager l'adoption de pratiques soucieuses de l'environnement en octroyant des prêts à des micro entreprises « vertes », y compris les détaillants qui vendent des panneaux solaires par exemple. L'idée est de relier tous les maillons de la chaîne de valorisation, en partant des grossistes pour arriver au consommateur final, en passant par le commerce de détail. <http://www.cgap.org/p/site/c/template.rc/I.26.10508/> (en anglais)

**Les responsables de la microfinance considèrent les services financiers électroniques : S'agit-il de services financiers, de marketing ou de tout autre chose ?** Cette Note Focus du CGAP datée du mois d'avril 2009 se penche sur la manière dont la croissance des services financiers électroniques et des plateformes d'investissement en ligne présente une occasion mais pose aussi un défi aux IMF souhaitant tirer parti du potentiel que renferment les services électroniques fournis par des bailleurs de fonds ou investisseurs. La Note se concentre en particulier sur l'aspect demande de cette équation et formule certaines consignes à l'intention des IMF qui envisagent de contracter un prêt à partir d'une plateforme de services financiers électroniques. <http://www.cgap.org/p/site/c/template.rc/I.9.34243/> (en anglais)